



Non à la marche à la guerre.

Pas un euro et pas une vie pour leurs guerres.

Macron et le gouvernement se mettent sur le pied de guerre rassemblant industriels de l'armement, banquiers et investisseurs afin d'organiser l'augmentation de la production de poudre, de canons, de missiles, de chars, d'avions de chasse, de drones. Cette relance de l'industrie militaire est une nouvelle étape dans la marche à la guerre.

L'État va également distribuer un livret "*kit de survie*" pour préparer les esprits à la guerre, une trentaine de pages détaillant « *tous les bons gestes à adopter en cas de menace imminente en France* », de « *se protéger* », « *que faire en cas d'alerte* » et « *s'engager* ». Une propagande visant à faire peur et préparer les esprits dans un contexte de réarmement massif de l'ensemble du continent européen (lien avec l'article de Michel). Ne marchons pas dans leur endoctrinement. Cette préparation à la guerre est absolument contraire aux intérêts des travailleurs.

Le gouvernement nous dit : impossible de trouver les milliards nécessaires pour les hôpitaux, la santé, l'éducation les transports, les retraites et il trouve 50 milliards pour porter le budget militaire à 100 milliards par an, après l'avoir déjà doublé depuis 2017 ! Il faudrait 20 à 30 Rafale supplémentaires, trois frégates de plus, des drones de toutes sortes et doubler la réserve militaire de manière à la faire passer de 44 500 soldats à 100 000 ! Une gigantesque manne pour tous les marchands d'armes pour défendre la place de l'impérialisme français dans le monde. Macron annonce une aide militaire supplémentaire de 2 milliards d'euros pour l'Ukraine, sa préoccupation est la même que celle des États-Unis : pour que les intérêts des capitalistes français accèdent à leur part de gâteau dans le dépeçage de l'Ukraine.

Le gouvernement et les patrons se frottent les mains et n'ont plus que « *l'effort de guerre* » à la bouche pour forcer à travailler plus et d'en finir avec ce qu'ils appellent le modèle social français. Au nom de l'effort de guerre, ils disent vouloir « *remettre la France au travail* » et accélèrent de nouvelles régressions dans les écoles, les hôpitaux, les universités, la culture, les collectivités locales, les tribunaux. Au contraire, défendons la paix et la coopération entre les peuples, plus que jamais ces combats sont liés !

Leurs guerres ne sont pas les nôtres ! Nous n'avons pas besoin de Rafale ni de chars, mais de médecins, d'infirmières, d'enseignants, de logements...

Le nombre de demandeurs de logements sociaux atteint des sommets. 2,6 millions de ménages étaient en attente d'un logement social, selon un baromètre Unicef et Fédération des acteurs de la solidarité, un peu plus de 2 000 enfants se trouvent sans solution d'hébergement, une situation s'aggravant depuis 2020. Près de 900 000 ménages étaient en retard de paiement de leur loyer dans le parc social à fin 2022, selon l'enquête nationale de janvier 2024 de l'Union sociale pour l'habitat. Ce chiffre correspond à 19,6% des ménages locataires HLM marquant là aussi une augmentation. Vingt et un mille cinq cents ménages ont été expulsés de leur logement par les forces de l'ordre en 2023, +23 % par rapport à 2022 déjà une année record.

De futures attaques se profilent dans l'intérêt du patronat.

La CFDT s'aligne avec le MEDEF pour attaquer les pensions. La secrétaire générale de la CFDT se prépare à négocier la régression sociale. Dans les colonnes de la "*Tribune Dimanche*" à la question « *Faut-il remettre à plat le financement de toute la protection sociale, comme le suggère le patronat ?* », elle a répondu : « *Aujourd'hui, la protection sociale repose trop sur le travail. Une remise à plat serait bienvenue. Nous fêtons cette année les 80 ans de la Sécurité sociale. Si on veut l'honorer, il faut accepter de la transformer* ». Une nouvelle attaque visant le salaire indirect et la Sécurité Sociale. Un coup de main au gouvernement Bayrou, préparant de nouvelles offensives anti-sociales. Dans cette interview la secrétaire générale de la CFDT dit qu'elle n'est pas contre une

hausse de la CSG sur les retraites et affirmait être « *d'accord avec l'idée qu'il faut un partage des efforts auprès de tous ceux qui le peuvent, les actifs, mais aussi ceux déjà à la retraite* », et d'ajouter : « *la question des 10 % d'abattement dont bénéficient les retraités se regarde...* Une revendication de longue date du MEDEF qui vise une hausse d'impôt généralisée de plusieurs centaines d'euros pour des millions de retraités.

Le patron du COR, Gilbert Cette, exprimait lui aussi, la nécessité « *d'augmenter rapidement l'âge de départ* » et propose de supprimer cet abattement, « *cela serait une mesure forte, d'un rendement annuel d'environ 4 milliards d'euros* ».

Ce n'est ni avec le patronat, ni à l'Élysée que l'on stoppera l'offensive patronale.

Contre l'offensive militariste qui justifie de nouvelles attaques sociales, nous devons exiger un plan de bataille sérieux s'opposant à la course à la militarisation, aux licenciements, pour les hausses de salaires et pour faire tomber ces plans d'austérité et de casse des services publics ! **La CGT, l'UNSA, la FSU et Solidaires appellent à une journée de mobilisation le 3 avril : 64 ans, c'est toujours non !** Ils appellent tous les salarié·es à rejoindre les fonctionnaires et les agent·es publics y compris par la grève, dans les rassemblements et les manifestations pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites et l'augmentation des salaires. **C'est un premier pas qui doit s'inscrire dans une stratégie de lutte dans la durée pour que les salariés reprennent l'offensive et fassent reculer le patronat et le gouvernement.**

Il faut se battre pour nos intérêts de classe contre le capitalisme qui nous exploite, contre son système. Il est absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste et montrer que la seule issue c'est de mettre fin à ce système nuisible pour l'humanité afin de construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération, de solidarité, de paix entre les peuples, une société socialiste. Pas un euro et pas une vie pour leurs guerres !